

LEÇON DE CHOSES

Les positions de pouvoir politique constituent, en Afrique, autant de positions d'enrichissement. De ce lieu commun on n'a longtemps connu, en France, que la version moraliste et condescendante : il s'agirait d'une corruption généralisée, révélatrice d'une inaptitude culturelle à l'État de droit. Tel ne sera pas notre propos.

Sont ici en jeu la dynamique de l'accumulation, la formation d'une classe dominante, la nature de l'État post-colonial. Non que celui-ci soit le simple reflet d'une infrastructure. Ni seulement que du pouvoir procèdent richesses et classe dominante — assertion fréquente, crédible et néanmoins tendancieuse. Mais plutôt que l'État doive être pensé en même temps que ce processus de structuration économique et politico-sociale : il en est le vecteur principal, il ne s'y réduit pas, il ne l'englobe pas complètement.

Le débat est d'abord d'ordre scientifique. En France, il demeure embryonnaire. L'étude du politique en Afrique noire y a longtemps été accaparée par les juristes ; leur influence dans les institutions scientifiques est toujours prépondérante, du fait de la politique de recherche menée pendant vingt ans, et elle continue de réprimer le développement des analyses concrètes des sociétés du continent. Par ailleurs, chez la plupart des auteurs se réclamant peu ou prou du marxisme, les concepts monopolistiques de dépendance et de mode de production ont également évacué une réflexion qui s'épanouissait outre-Manche et outre-Atlantique. Quant aux « généralistes » de l'État, ils ont le plus souvent ignoré ses avatars africains, quand ils n'ont pas aligné à leur endroit cli-

chés et contresens, faute peut-être de pouvoir se référer à des monographies sérieuses en nombre suffisant.

Ce n'est point pure malignité que de rappeler cette déficience. Car le débat, pour relever des sciences humaines, n'est pas qu'académique et son retard se traduit « ici et maintenant », en termes politiques. La France s'adresse désormais explicitement aux peuples opprimés mais elle a comme partenaires les groupes sociaux dominants qui participent à leur exploitation, à la fois comme classes dépendantes du système économique mondial et comme agents d'un projet de domination spécifique, non totalement réductible à ce système mondial. Contradiction majeure dont les socialistes découvrent progressivement toutes les implications au gré de cette terrible leçon de choses qu'est la pratique gouvernementale. C'est dire l'urgence d'une telle réflexion sur le pouvoir et l'accumulation, qui s'esquisse à peine en France et que Politique africaine entend alimenter au cours de ses prochaines livraisons.

J.F.-B.

Prochain numéro :

• La violence en Afrique noire